Acorbat Internacional | Acorbat Revista de Tecnología y Ciencia

Crossref

Marché mondial de la banane: le futur du secteur n'est pas dans une simple adaptation aux changements

Loeillet D[*1-2], Dawson D[1-2], Blouin A[1-2], Lapeyre L[1-2], Risede JM[1-2], Côte FX[1-2]

[1]CIRAD, UPR GECO, F-34398 Montpellier, France, [2]GECO, Univ Montpellier, CIRAD, Montpellier, France

Autor de correspondencia:
Loeillet Denis
denis.loeillet@cirad.fr

Contribución:
Nota de Investigación

Sección:
Poscosecha y Comercialización

Recibido:
15 diciembre, 2025
Publicado:
30 abril, 2026

Cita:
Loeillet D, Dawson D, Blouin A, Lapeyre L, Risede JM, Côte FX. 2026. Marché mondial de la banane: le futur du secteur n'est pas dans une simple adaptation aux changements. *Acorbat Revista de Tecnología y Ciencia* 3(1): 146 https://doi.org/10.62498/ARTC.26146

RÉSUMÉ

Les systèmes de production et de commercialisation sont à la croisée des chemins. Les nombreuses crises que le monde économique et agricole traversent sont le révélateur d'un monde en mutation profonde. Reste à savoir si le secteur bananier restera sourd à ces avertissements ou si, pour assurer sa pérennité et regagner de la valeur ajoutée, il prendra le train des transitions.

Mots clés: Transition, Agroécologie, Changement, Variété, Système de culture

RESUMEN

Los sistemas de producción y comercialización se encuentran en una encrucijada. Las numerosas crisis que atraviesan la economía y la agricultura son reveladoras de un mundo en profunda transformación. Queda por ver si el sector bananero seguirá haciendo oídos sordos a estas advertencias o si, para garantizar su sostenibilidad y recuperar valor añadido, se subirá al tren de las transiciones.

Palabras clave: Transición, Agroecología, Cambio, Variedad, Sistema de cultivo

Copyright: © 2026 por los autores. Licencia Acorbat Internacional. Este artículo es de acceso libre y distribuido bajo los términos de Acorbat Internacional

INTRODUCTION

Le temps du monde fini commence », voilà comment Paul Valéry voyait le destin de notre civilisation. Cette pensée se vérifie à chaque instant tant l'actualité regorge d'exemples qui nous font toucher du doigt les différentes limites planétaires. Elle fait aussi parfaitement écho sur ce que pourrait, ou est en train, de devenir la filière mondialisée de la production et de l'exportation de banane dessert. Rien n'est certain bien évidemment mais faits et tendances montrent que nous serions à un point de basculement entre un système bananier basé sur une et une seule variété, la Cavendish, un système de production intensif en intrants (engrais et pesticides) qui produit de fortes externalités négatives tant sociales qu'environnementales. Système qui, notamment en Europe, organise la destruction méthodique et massive de valeur ajoutée. On voit mal dans cette description apocalyptique mais réaliste, où se cachent la durabilité et la résilience du système. Nous sommes ici au cœur de la réflexion.

Et pourtant, c'est le propre et même le quotidien des filières et de ses acteurs que d'adapter leurs pratiques à de nouveaux cadres de contraintes. Pour autant, l'adaptation du secteur semble sinon au point mort du moins largement insuffisant face à des moteurs du changement qui s'allument les uns après les autres, qui se multiplient et s'intriquent jusqu'à mettre en péril le modèle dominant. Ces moteurs, parfois anciens mais qui s'emballent, sont de natures extrêmement diverses : effets du changement climatique, émergence de maladies et ravageurs, augmentation de la résistance de ces maladies et ravageurs aux pesticides, baisse de fertilité des sols, baisse de productivité, effet dévastateur de l'usage des pesticides sur l'environnement et les hommes, embolie logistique, effet désorganisateur d'une pandémie mondiale, augmentation des risques et des incertitudes, émergence d'une conscience sociale et sociétale, etc.

Anticiper plutôt que subir

De natures différentes on l'a dit, d'un effet immédiat ou plus à moyen ou long terme, d'un impact direct ou indirect, cumulatif entre eux, etc., ces moteurs du changement doivent nous faire réfléchir au devenir de notre filière. Ne pas mener cette réflexion, c'est se condamner à subir les ruptures plutôt qu'à les anticiper. Mal le faire, c'est par exemple penser de manière simpliste en faisant des relations de cause à effet, là où il n'y en pas et par la même rater la cible. Dans le domaine de la pensée unique ou plutôt de l'impensé, on peut lire depuis plusieurs mois que le changement climatique semble être l'alpha et l'oméga des problèmes de la filière. La victime expiatoire est toute trouvée. C'est ce que nous avons pu lire par exemple dans les déclarations de grands opérateurs internationaux à la presse spécialisée notamment financière, expliquant uniquement par les effets du changement climatique, la baisse historique

des exportations du Costa Rica en 2025. On va au plus simple comme ce fut toujours le cas. Sauf que les problèmes sont de plus en plus complexes à appréhender dans leurs causes et effets multiples, alors de là à les régler d'un coup de baguette magique... Il est révolu le temps béni par certains et honni pour d'autres, du « à chaque problème correspond une solution phytosanitaire ».

La preuve, dans les pays où c'est la politique de « l'open bar » en termes d'usage de produits phytopharmaceutiques, la maitrise des dégâts de la cercosporiose noire est loin d'être parfaite. L'émergence en 2019 en Colombie et la diffusion de la fusariose race 4 tropicale ou TR4 (Ritter, 2024) dans le grenier à banane mondial qu'est l'Amérique du Sud est aussi un rappel de l'extrême fragilité de notre filière. Le Pérou en paie le prix fort ne pouvant que constater le désastre. La TR4 y est là-bas hors de contrôle faisant souffrir à l'extrême un secteur clé pour des milliers de petits producteurs (Dawson, 2025). Les Philippines ont longtemps fait illusion dans la maîtrise de la maladie. Mais le masque est en train de dramatiquement tomber. La productivité et les volumes d'exportation sont sur la pente fortement descendante. Les mesures de biosécurité aussi drastiques soient elles ou le déménagement des plantations ne suffisent plus à endiguer le champignon et ses conséquences dévastatrices. Dans cette ambiance de psychose ou même les congrès internationaux spécialisés sur la banane, comme c'est le cas de l'Acorbat, se délocalisent hors zone de production, l'annonce officielle de l'arrivée du champignon dans le sud de l'Equateur en décembre 2025 a un effet traumatique. La vague d'émotion déborde largement les frontières du premier exportateur mondial. Avec une dose certaine d'optimisme et parce qu'il n'y a pas de plan B, on peut espérer que cela ne soit pas le dernier clou dans le cercueil de cette filière mais bien le point de départ d'une réflexion holistique sur son avenir agronomique et commerciale.

Changement climatique: de l'ignorance à l'impact

Revenons sur les effets du changement climatique. Il est, aux yeux des chercheurs, pour l'instant difficile et prématuré d'établir avec certitudes des relations de cause à effet entre changement climatique et dégâts. En effet, il est rare qu'un dégât soit la résultante d'une seule cause. On peut toutefois relever certains constats. La hausse tendancielle des températures moyennes, la disparition progressive des intersaisons, l'augmentation des périodes où la température est élevée, un régime de pluie perturbé, etc. ont des conséquences sur la durée des cycles, le remplissage des doigts, le potentiel de conservation (durée de vie verte), etc. Un exemple frappant est celui des ratios carton / régime qui s'effondrent. On parle par exemple de ration de 0.7 à 0.8 à certaines périodes en République dominicaine. En Guadeloupe et Martinique, les services météo ont relevé une température moyenne en augmentation de 1.5 degrés

Celsius et de plus longues périodes de températures anormalement fortes. C'est aussi le cas en Côte d'Ivoire où, là-bas comme ailleurs, ces périodes dérèglent le fonctionnement du bananier. Le changement climatique va sans surprise reformater la planète bananière (Varma, 2025) mais encore une fois, vouloir tout expliquer au travers du seul prisme du changement climatique empêcherait de penser la complexité et condamnerait le secteur à une plus ou moins lente agonie. Rappelons-le une nouvelle fois, les effets du changement climatique seront de plus en plus forts mais ce n'est qu'un des facteurs de dysfonctionnement de la filière.

L'urgence d'un changement parasismique

Regardons maintenant de près les pratiques de protection des cultures. Certaines filières et opérateurs ne souhaitent, par exemple, ne rien changer à leurs systèmes de culture. L'usage des pesticides y tangente voire dépasse dans certains cas la barre honteusement symbolique des 100 kg de matière active par hectare et par an. Alors même que les plus vertueux ne dépassent pas les 3 kg (Loeillet, 2024). Ne rien faire pour améliorer la situation est le comportement le plus largement répandu. Dans la majorité des cas, le recours à la boîte à pharmacie paraît être aux yeux des opérateurs comme la seule réponse possible. Et c'est une vérité qui vaut dans bien d'autres domaines que le seul usage immodéré, systématique et irréfléchi des produits phytosanitaires. On peut élargir le spectre à beaucoup de pratiques dans les domaines techniques (exemple de la fertilisation) comme sociaux (exemple du droit du travail, du salaire décent, de l'exposition des travailleurs, de la pénibilité du travail, du genre, etc.).

Pourquoi évoluer quand le changement implique une prise de risque quant à l'adoption de pratiques relevant des principes de l'agroécologie (Côte, 2022)? Rappelons en effet qu'un planteur ne produit pas de l'agroécologie. Il produit des bananes, doit atteindre un certain niveau de productivité, programmer son offre, assurer une parfaite qualité commerciale, maitriser son coût de revient, pallier au manque de main d'œuvre, répondre aux diverses injonctions de ses clients, etc. Rentrer dans une démarche agroécologique a pour effet d'augmenter l'incertitude autour de ces questions. C'est ce que l'on appelle en économie l'aversion au risque. Si elle n'est pas comprise en la documentant ni accompagnée, les changements socio-techniques resteront lettre morte même si les alternatives par exemple en termes de pratiques agricoles sont matures en termes de déploiement. L'exemple le plus éclairant est la maitrise de la cercosporiose noire du bananier via l'avertissement biologique (lutte raisonnée) en lieu et place de la stratégie de traitement systématique. Les exemples sont, anciens et nombreux, d'une efficacité de l'approche raisonnée et cela dans différents contextes pédo-climatiques : chute drastique de l'usage des fongicides de

synthèses pour une même efficacité biologique, maitrise de la résistance du champignon aux pesticides, productivité et qualité non dégradées ou encore coût économique identique voire à la baisse. Les bénéfices sociaux sont aussi importants rien qu'avec la réduction des risques d'exposition des travailleurs.

Sauf que c'est un changement que l'on peut qualifier de parasismique du fait d'une réforme totale de l'approche, de la formation des travailleurs et de l'encadrement, de l'organisation du travail (effeuillage chirurgical en complément de l'approche raisonnée), du poids sur le décisionnaire de repousser un traitement, etc. Enfin, et ce n'est pas le moindre des sujets, il faut aussi intégrer à cette stratégie, le fait que le système puisse parfois dériver voire dérailler. La responsabilité de changer de pratiques est donc grande.

Création de commun

Une telle démarche se doit donc d'être accompagnée. La transition ne relève pas de la pensée magique. Comprendre, couvrir les risques, contextualiser et s'inscrire sur une démarche de long terme (trajectoire de transition) sont des préalables si l'on souhaite que les systèmes s'amendent pour perdurer. Couvrir le risque quand le système dérape est un minimum. Mais le chemin ne serait qu'à moitié fait. Car il restera encore à rémunérer la création de bien commun. Il faudrait enfin reconnaitre qu'une banane issue d'un système agro-écologique, produite en respectant l'environnement, les travailleurs et les populations riveraines, est très différente par nature d'une banane issue de systèmes conventionnels. Appliqué le principe des communs (de l'anglais *commons*, notion remise sur le devant de la scène en 2009 par les travaux de la prix Nobel d'économie, Elinor Ostrom) à la production et au commerce de la banane n'est ni plus ni moins avoir « une capacité d'action inédite, orientée vers la prise en charge collective de multiples biens ou de services » (Jourdain, 2021).

Encore faut-il caractériser l'impact des changements de pratiques sur les attributs du produit banane. L'agro-écologie est une approche sur laquelle on a du mal à communiquer. Au moindre verdissement des chaînes de valeurs, on se réfère à cette notion. La notion de degré de transformation des systèmes est pourtant centrale dans la définition d'une agro-écologie dites « forte » et qui repose sur des principes fondés non seulement sur la gestion des processus écologiques pour produire des services environnementaux mais aussi sur des dimensions sociales (Baret, 2017). Objectiver les impacts issus de cette transformation est un préalable à la reconnaissance en termes de valorisation des produits labellisés agro-écologique. Et le travail est immense, car les impacts sont légions : sur les coûts, sur le besoin de main d'œuvre, sur la pénibilité au travail, sur les externalités des systèmes réformés, sur la productivité, etc.

A moyen terme, et même parfois à court terme, ne rien changer est une fuite en avant mortifère. Des études, notamment en Colombie (Contreras, 2024), montrent un lien entre intensification des systèmes de production, érosion, perte de nutriments, dégradation de la qualité des sols et baisse de productivité. Des pertes de sensibilité de souches de cercosporiose noire à des fongicides systémiques (Gibert, 2025) apparaissent dans de nombreuses régions de production du fait de mauvaises pratiques. C'est sans parler des effets dévastateurs d'une utilisation continue depuis des décennies de pesticides de synthèse sur les écosystèmes, les travailleurs et les riverains. Le *backlash* mondial en ces domaines ne pousse pas à l'optimisme. L'heure n'est pas à se préoccuper des effets environnementaux et sociaux des activités humaines ou des effets mondiaux de nos systèmes de production, de commercialisation ou même de notre diète alimentaire.

Une responsabilité des autorités publiques

Pourtant, les signaux faibles peuvent se muer rapidement en signaux forts et il semble que le secteur soit à la croisée des chemins. Une des impulsions décisives viendra assurément des pouvoirs publics. C'est le seul levier suffisamment puissant pour faire bouger les lignes. L'impulsion ne doit pas seulement venir des pays importateurs mais aussi, et peut-être même avant tout, des autorités nationales des pays producteurs qui sont au premier rang concerné par les externalités négatives de cette industrie. Vu du stade importation, on prendra ici l'exemple récente d'une initiative unilatérale de la France. Par arrêté pris en janvier 2026, elle a interdit à l'importation et à la mise en marché sur son sol, une liste de fruits, légumes et céréales présentant des traces (on ne parle pas ici de respect des limites maximales de résidus) de cinq substances actives. Cela donne une idée du pouvoir réformateur des autorités publiques. Pour ce qui est des espèces tropicales ou subtropical, on y trouve l'avocat, la mangue ou encore la papaye. La banane n'est pas sur la liste noire alors même qu'elle est une grande utilisatrice d'un des pesticides ciblés : le mancozèbe. Mais la banane a ceci de différent des autres produits, qu'elle n'est plus un simple fruit mais un objet politico-économico-sociétal. Elle fait partie des incontournables du rayon. Premier fruit consommé, fruit anti-inflationniste, colonne vertébrale de nombreuses entreprises au sud comme au nord, politiquement hautement inflammable dans les relations commerciales internationales, etc. bref on ne touche pas à l'économie de la banane. Reste que les opérateurs ont retenu leur souffle à la parution de l'arrêté. Ils ont, pour certains, bataillé pour ne pas retrouver le produit dans une des listes et notamment celle concernant le mancozèbe. Quoi qu'il en soit, ils concèdent aussi que cette fois-ci, ils ont senti le vent du boulet. A les entendre, ils sortiraient du fantasme d'immunisation absolue (Neyrat, 2008). Cela serait parfait. Car en effet, on ne révolutionne pas de telles

chaînes de valeurs à coup d'arrêté. Le processus doit être pro-actif, inscrit dans le temps (notion de trajectoire de transition), rythmé par des jalons (exemple réduction de x % de l'usage de tel ou tel pesticide) et impérativement contextualisé (les enjeux et approches sont différentes selon les climats et surtout les régimes de pluie). L'autre face de la même pièce, est bien-entendu l'indispensable prise en compte des coûts / bénéfices des changements par l'ensemble des acteurs de la filière. C'est ici la notion de responsabilité partagée qui doit passer du concept marketing mise en avant notamment par les distributeurs européens à une réalité. Et que l'on ne réduise pas l'accompagnement à la seule augmentation du prix d'achat. C'est bien entendu une composante importante mais pas la seule. Il faut là aussi innover et explorer des domaines aussi variés que les systèmes assurantiels, les classiques signes de reconnaissance ou de qualité, le marketing et le merchandising, les engagements long terme, les clauses de référencement qui permettent de ne pas disqualifier un système qui dérive provisoirement, les normes de qualité et foncièrement celles qui relèvent de la cosmétique des produits, etc.

Une R&D paupérisée

Le changement de paradigme généralisé est proche. Reste à savoir si on met à profit ce temps pour redonner de la valeur y compris économique à cette filière ou si l'on subit les conséquences destructrices en ne faisant qu'au mieux s'adapter à la marge. Pour les plus rétifs au changement, c'est par la variété résistante que viendra le salut… pour les plus raisonnables c'est bien une approche holistique qui bénéficiera, des avancées de la génétique, tout en repensant l'ensemble des systèmes de production et de commercialisation. Abandonner l'idée qu'à un problème correspond une solution, c'est accepter l'idée d'un monde de plus en plus complexe impliquant une approche elle aussi plus élaborée.

Quelques mots sur les efforts de R&D qui sont indispensables à concevoir les modes de production durable de demain. Sauf à penser que nous prêchons pour notre paroisse de chercheurs, force est de constater que la filière ne mobilise pas les moyens suffisants au regard des enjeux exposés précédemment. Dans un récent entretien au quotidien équatorien *Expresso* (12 janvier 2026), Monica Betancourt, la patronne de la recherche bananière colombienne déplorait des crédits pour la recherche publique faméliques livrant ainsi l'avenir du secteur (notamment sur les aspects de création variétale) aux recherches menées par des laboratoires privés. Le Directeur de l'Instituto Nacional de Investigaciones Agropecuarias (INIAP Equateur) prêchait aussi pour une augmentation des budgets de recherche. Raúl Jaramillo pointait du doigt que les secteurs de la banane dessert et de la banane plantain absorbait 60 % des fonds de recherche agronomique du pays soit la somme dérisoire de 600 000 dollar US par an.

L'arrivée de la TR4 dans le Sud du pays semble avoir activer d'autres fonds. Dommage qu'il faille une situation d'urgence pour parler R&D. Les sommes mobilisées seront à parier ridicules comparées aux enjeux. Rappelons juste pour fixer les ordres de grandeur que les recettes tirées des exportations de banane dessert et de plantain représentent des recettes au stade export de plus de 4 milliards de dollar US en 2025 et se classe comme le 3ème secteur exportateur (hors minier et pétrolier) derrière celui des crevettes et du cacao.

L'amélioration variétale du bananier est un bon exemple d'une activité qui doit être menée sur le très long terme et qui est par nature très consommatrice de moyen. L'effort doit être continue si l'on considère, à juste raison, que la voie du changement variétale est une des solutions pour endiguer les effets dévastateurs des fusarioses, pour participer à la réduction de l'usage des pesticides dans la lutte contre la cercosporiose noire et se préparer aux prochaines ruptures. L'obtention de variétés résistantes ou au moins tolérantes, compatibles avec la normalisation et l'uniformisation d'un marché totalement formaté par la Cavendish, productive, etc. est un challenge immense. Le Groupe Cirad - Vitropic participe à cet effort de recherche grâce notamment à des fonds alloués par les autorités françaises (www.banaplus.org). Il est vrai que l'avenir de la production et l'exportation française de banane aux Antilles est intimement lié à un changement variétal à moyen terme.

Là encore, il faudra que les acteurs des filières et notablement le commerce, fasse preuve d'une grande adaptabilité. L'enjeu est moins de viser une Cavendish résistante, même si le Groupe Cirad travaille à cela, mais à proposer une diversification des marchés par la mise au point d'hybrides résistants. Mais cela nécessitera de changer une grande partie des pratiques : emballage, logistique, durée de vie verte et jaune, process de murissage, etc. La production devra aussi découvrir et apprendre une grande partie des règles de décision mises au point uniquement et cela depuis les années 1960 sur Cavendish (fertilisation, œilletonnage, date de récolte, etc). Le jeu en vaut la chandelle car au-delà de la résistance aux maladies et ravageurs, diversifier le marché c'est aussi faire l'hypothèse que la segmentation et le renouvellement de l'offre permettront de casser le principe infernal qui veut que l'on détruise de la valeur ajoutée (Loeillet, 2026).

Un autre monde bananier est à portée de main

Penser le monde comme en schumpetérien ne permettrait en rien d'abattre les murs qui se dressent devant toutes les parties prenantes de la filière banane mondialisée. On ne construira rien de neuf et de résilient sur les cendres d'une filière qui aura pressée jusqu'à la dernière goutte son environnement agricole et ses hommes. D'autant, qu'il

y a des solutions à la dérive actuelle. Les pratiques vertueuses ne sont pas toutes faciles à mettre en œuvre mais beaucoup ont faits leurs preuves et sont des technologies désormais matures. Rappelons en quelques-unes en signe d'espoir. La systématisation de la plantation sur sol assaini grâce à une jachère qui permet un vide sanitaire couplée à l'usage d'un matériel de plantation sain via le recours à des vitroplants indemnes de virus et de maladie, est un levier agroécologique fort. On pourra aussi mettre en place une gestion raisonnée de la lutte contre la cercosporiose noire qui veut que le traitement soit déclenché si et seulement si le niveau de contamination le nécessite. Dans le même ordre d'idée, on adoptera des stratégies d'alternance dans l'utilisation des fongicides systémiques pour repousser voire éviter l'apparition de souches de champignon résistantes à telle ou telle famille de molécules. On pratiquera aussi le piégeage par phéromone des charançons. L'utilisation de plantes et dans le futur d'arbres de service permettraient de poursuivre plusieurs objectifs comme l'amélioration de la fertilité du sol, de son état structural, de la séquestration du carbone, etc. (Risède, 2018), voire de contribuer à l'impératif d'une adaptation et d'une mitigation des effets du changement climatique. On l'a vu précédemment, le changement variétal est aussi à portée de main.

L'avenir se dessine aujourd'hui et il sera ce que les parties prenantes de cette filière voudront pour l'avenir d'un secteur qui couvre un demi-million d'hectares, occupe des centaines de milliers de personnes à travers le monde et fournie à une très large population un aliment sain et compétitif.

RÉFÉRENCES

Contreras MA. 2024. Manejo de nutrición, agua y sostenibilidad del banano: La experiencia en Uraba, Colombia. Acorbat Revista de Tecnología y Ciencia 1(1): 90

Baret P. 2017. Quelle approche système pour construire des trajectoires de transition. In : Conférence au Colloque de clôture du projet Format. Coexistence des modèles agricoles et alimentaires : un nouveau paradigme du développement territorial? Inra, Cirad, Paris, 29 juin 2017

Côte, *et al*. 2024. Rapport final de l'initiative " Pesticide Reduction for Tropical Agricultures " (Pretag). Côte François-Xavier, Le Bellec Fabrice, Martin Thibaud, Temple Ludovic, Blouin Annaig, Loeillet Denis, Baufume Servane, Ghneim Herrera Thaura. 2025. 2023-2024. Montpellier: CIRAD, 143 p. https://doi.org/10.18167/agritrop/00835

Côte, *et al*. 2022. Levers for the agroecological transition of tropical agriculture. Côte François-Xavier, Rapidel Bruno, Sourisseau Jean-Michel, Affholder François, Andrieu Nadine, Bessou Cécile, Caron Patrick, Deguine Jean-Philippe, Faure Guy, Hainzelin Etienne, Malézieux Eric, Poirier-Magona Emmanuelle, Roudier Philippe, Scopel Eric, Tixier Philippe, Toillier Aurélie, Perret Sylvain. 2022. Agronomy for Sustainable Development, 42 (4):67, 11 p. https://doi.org/10.1007/s13593-022-00799-zCote, 2024. Rapport définitif Pretag

Dawson C. 2025. Communication aux professionnels de la filière banane en France. Commission de suivi du marché de la banane. Odeadom. France. Décembre 2025.

Gibert, *et al*. 2025. Évaluation de la résistance aux fongicides des populations de *Mycosphaerella fijiensis,* agent de la Cercosporiose Noire des bananiers, en Martinique - Campagne 2024. Gibert Simon, De Lapeyre de Bellaire Luc, Daribo Marie-Odette, Sainte Rose Jérôme, Pagès Christine, Lubin Nadia, Carlier Jean. 2025. Montpellier: CIRAD, 12 p.

Jourdain E. 2021. Les Communs. Que sais-je? Presses Universitaires de France 128 pages

Loeillet, *et al*. 2025. Retour d'expérience sur le processus de transition vers des systèmes de production moins consommateurs de pesticides de synthèse dans les filières bananes d'exportation. Loeillet Denis, Blouin Annaig, Risède Jean-Michel, De Lapeyre de Bellaire Luc, Cote François-Xavier. 2025. Montpellier: CIRAD, 18 p.

Loeillet. 2026. Banane et inflation. La processus de destruction de la valeur se met en pause. FruiTrop n°302 pages 56 à 60, janvier 2026.

Neyrat F. 2008. Biopolitique des catastrophes, Editions MF Collection « Dehors »

Risede, *et al*. 2018. La transition agro-écologique des systèmes de culture de bananes Cavendish aux Antilles françaises. Pages 107-26. In La transition agro-écologique des agricultures du Sud, Côte *et al*., AFD, Cirad, Editions QUAE, Versailles, 368 p.

Ritter T, *et al*. 2024. A socioeconomic and cost benefit analysis of Tropical Race 4 (TR4) prevention methods among banana producers in Colombia. Ritter T, Alvarez D, Mosquera LE, Martey E, Mockshell J (2024) PLoS ONE 19(10): e0311243. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0311243

Varma V, *et al*. 2025. Socio-economic factors constrain climate change adaptation in a tropical export crop. Mosedale JR, Guzmán Alvarez JA, Bebber DP (2025), Nature food. https://doi.org/10.1038/s43016-025-01130-1